Deuxième Année. — N° 8 | CINQ CENTIMES | *Mercredi 8 Janvier 1896*

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
NORD et Départements limitrophes	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr. 50	12 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12. TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES
ON REÇOIT LES ANNONCES
A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

L'ÉLECTION DE CARMAUX

Carmaux, 6 janvier.

Hier a eu lieu une élection au Conseil d'arrondissement.

Le citoyen Planty, candidat socialiste a été élu à 500 voix de majorité.

Il convient de féliciter les électeurs carmausins qui, malgré les manœuvres de la coterie rétrograde, ont donné une éclatante majorité au porte-drapeau du parti socialiste.

A la dernière heure, la gent réactionnaire a essayé de jeter la division en ravivant une plaie saignante : la question de la verrerie ouvrière. Elle a été déjouée encore une fois dans ses calculs.

Vive la Sociale.

LE CORPS DE SANTÉ MILITAIRE

Paris, 6 janvier.

Les derniers classements des commandants de corps d'armée réunis sous la présidence du général Saussier intéressent le corps de santé militaire.

Le grade de médecin-inspecteur sera accordé au docteur Gentil, médecin-chef de la place de Paris, dont toute l'armée connaît le dévouement au Tonkin, où il reçut trois balles pendant la surprise de Bac-Lé. Le docteur Laveran, médecin-chef de l'hôpital militaire de Lille et ancien professeur à l'École du Val-de-Grâce, est également proposé pour médecin-inspecteur, grade qu'occupa son père à Strasbourg.

LA LISTE DES 104

(Du correspondant)

Paris, 6 janvier.

M. Espinas considère son instruction comme terminée. MM. de Cassagnac, Fontanière, le gérant Houssard et le mouchard Mathieu seront jugés à la cour d'assises, pour diffamation ou complicité de diffamation.

Le juge s'occupe de recueillir maintenant les déclarations des députés et sénateurs qui, à la suite de la publication de la liste, ont adressé une plainte au procureur général.

Il a notamment entendu, hier après-midi, MM. Cédmieux, député du Gard; Julien, sénateur de Loir-et-Cher, Fréhault, député de Paris, Georges Laguerre, etc.

M. Rousselat, député, vient d'adresser une plainte au procureur de la République du Mans. Ce procès sera plaidé devant la cour d'assises de la Sarthe.

On sait qu'il était question d'une rencontre entre MM. Aurès et de Colleville. Les témoins ont ajourné leur décision jusqu'à la clôture de l'instruction.

Enfin, il paraîtrait que le signalement de Grac-Destoziers aurait été, par ordre du Parquet, envoyé à toutes les gares frontières avec ordre d'arrestation immédiate.

Il est bien temps !..

POUR LA CALÉDONIE

Paris, 6 janvier.

Le ministre de la marine vient d'informer ses collègues du commerce et des travaux publics que le départ des paquebots-poste pour l'Australie et la Nouvelle-Calédonie s'effectuera désormais le premier dimanche de chaque mois, au lieu de la date fixe du trois.

L'escale de Colombo est choisie pour remplacer celle de Mahé.

DANS LE TRANSVAAL

Berlin, 6 janvier.

On apprend à la *Central News*, de source que l'on dit absolument authentique, que des négociations sont en cours entre plusieurs grandes puissances relativement aux mesures à prendre dans la question du Transvaal, et surtout en prévision de la dénonciation, par cette République, de la convention de 1884.

Un accord entre l'Allemagne, la France et la Russie est imminent.

Berlin, 6 janvier.

On ne sait rien encore de Jameson et de ses complices, depuis leur internement dans la prison de Pretoria, mais le secrétaire d'État du Transvaal, docteur Leyds, qui se trouve à Berlin, a déclaré que Jameson serait traduit devant une cour martiale : « Elle le condamnera probablement a-t-il ajouté — à être pendu, mais, si ce jugement n'est pas rendu à l'unanimité, la vie pourra être laissée à Jameson. »

SOLDATS DÉLAISSÉS

Paris, 6 janvier.

La Société de secours aux militaires coloniaux s'est émue d'apprendre qu'un certain nombre de soldats rapatriés de Madagascar, dans la position de réforme ou de convalescence, se sont trouvés sans aucune ressource sur le pavé de Paris, et ont dû se résigner à demander un asile pour la nuit dans les postes de police.

Afin de remédier à cette scandaleuse situation, la Société a décidé l'installation du téléphone à son siège social, 187, faubourg Saint-Denis, où les commissaires de police et aussi les personnes bienfaisantes empêchées de se rendre à cette adresse, pourront signaler immédiatement les militaires sans asile.

Des dispositions seront immédiatement prises pour les secourir en leur évitant d'humiliantes démarches.

LES RANCUNES DE CRISPI

Rome, 6 janvier.

Dernièrement l'association romaine de la presse devait procéder à l'élection de son président, en remplacement de M. Mangini, décédé.

M. Romualdo Bonfadini, présenté par les journalistes de l'opposition fut élu, à 16 voix de majorité, contre M. Luzzatti, candidat agréable à M. Crispi.

Conformément à la loi italienne, M. Bonfadini devait, sur la présentation des quatre présidents de section du Conseil d'État être appelé à faire partie de la section de contentieux de cette assemblée.

La présentation fut régulièrement faite, mais M. Crispi refusa de soumettre au roi le décret de nomination.

Ce fait sans précédent a causé une assez vive émotion et est l'objet de commentaires qui ne sont rien moins que favorables au président du conseil.

MALADIE DE ROUANET

Paris, 6 janvier.

Depuis plusieurs jours, notre collaborateur et ami Gustave Rouanet a dû garder le lit, les fatigues de ces temps derniers ayant altéré sa santé. Il prie ses correspondants de vouloir bien l'excuser de ne point leur avoir répondu et désire qu'on ne l'annonce pour aucune réunion avant son rétablissement.

UN PRINCE AUX ARRÊTS

Berlin, 6 janvier.

Le *Tageblatt* raconte, au sujet des désentiments de l'empereur avec son beau-frère, que le prince Frédéric-Léopold fit une scène violente à sa femme lorsque la princesse fut ramenée au palais après avoir manqué de se noyer en patinant.

L'impératrice, venue pour prendre des nouvelles de sa sœur, ne fut pas reçue et se plaignit par le téléphone à l'empereur.

Guillaume II monta à cheval et arriva au château de Glienicke, où se passa entre les deux beaux-frères une scène impossible à reproduire.

Le *Tageblatt* confirme qu'une compagnie de soldats de la garde, mandée en toute hâte par l'empereur, a occupé le château, où le prince Frédéric-Léopold devra rester invisible pour tous pendant quinze jours.

Le gouverneur militaire de Potsdam fait prendre tous les jours des nouvelles du prince.

(*Voir en Dernière Heure*)

BULLETIN DU JOUR

AUTOUR D'UN TOMBEAU

L'année 1895 a vécu.

Depuis près d'une semaine elle a rejoint les vieilles lunes et les neiges d'antan.

Autour de son tombeau, on piétine cependant encore.

Plusieurs journalistes ont eu la fantaisie d'autopsier l'an qui vient de s'éteindre et chacun, avec son optique particulière, est arrivé à ce diagnostique :

— L'heure est obscure. On est fondé à se demander si de graves événements ne vont pas se produire. Nous vivons dans un tel cauchemar qu'on ne sait plus au juste si l'on est éveillé ou endormi...

Le diagnostique est peut-être aussi obscur que « l'heure » mais il décèle un état d'esprit qu'il est bon de fixer.

Ceux de nos confrères qui parlent ainsi basent leur opinion sur toutes les sales histoires que l'an mort a vu naître, — depuis les chantages de certaine presse immonde jusqu'aux scandales de fin décembre dernier.

Je l'avoue, le bilan de 1895 n'est pas, dans son ensemble, bien rassurant pour la bourgeoisie et les prophètes d'icelle ont quelque raison de se lamenter à l'instar de Jérémie pleurant sur Israël.

Le désarroi est partout dans l'Israël contemporaine et, comme je le disais hier à la « Maison du Peuple », de Lille la classe bourgeoise descend avec une rapidité vertigineuse la courbe de son progrès.

A qui la faute ?

A la bourgeoisie elle-même, génératrice de la tyrannie des événements qui pèsent en ce moment sur elle.

Le vent de tempête qui souffle, c'est elle qui l'a déchaîné ; la mer de brouillards orageux où elle pataugé, c'est elle qui l'a créée...

Le Panama, les Chemins de fer du Sud, l'Affaire des phosphates toutes les hontes, tous les scandales de ce temps, depuis la trahison du capitaine Dreyfus jusqu'aux concussions du sénateur Magnier, c'est elle qui les a couvés dans son sein : c'est elle qui les a enfantés.

Si la bourgeoisie se meurt ce n'est pas normalement : elle se suicide.

Nous avons mis trop souvent ses plaies à nu pour insister encore sur son profond état de décomposition.

A quoi servirait, d'ailleurs !

Est-ce que la bourgeoisie a jamais accepté nos conseils ? Est-ce qu'elle n'a pas ri quand nous lui avons crié « cassé-cou » ? Est-ce que, quand de généreuses aspirations s'élevaient des milieux populaires elle n'a pas tout fait pour les étouffer ? Est-ce que, enfin, quand nous sommes venus lui offrir la panacée socialiste elle n'a pas ouvert devant nous ses prisons, armé ses fusils ?

Nos Congrès et nos premiers Mai; Fourmies et Carmaux sont là pour en témoigner.

Embastiller, fusiller, massacrer, voilà pour elle le dernier mot de l'art politique !

Mais bientôt cette classe imprudente et criminelle glissera dans le sang qu'elle a versé et, alors, elle tombera pour ne plus se relever.

Elle le sent et s'en effraye.

Il est trop tard.

Oh, oui, l'horizon bourgeois est singulièrement trouble et nous prendrions peur avec les publicistes de « l'ordre » si nous n'avions la certitude que, bientôt, la Révolution Sociale brûlera l'encens épurateur autour du fumier capitaliste.

G. SIAUVE-EVAUSY.

LES FÊTES BOURGEOISES

PLACE AU SOCIALISME !

Fêtes sur fêtes : les bombances succèdent aux bombances et chacun s'évertue à multiplier les plaisirs. Cette halte, en l'hiver rigoureux, ramène la gaîté sous les fronts moroses et, grâce à cette étape enchantée, on gagnera vaillamment le carnaval, nouveau sujet de joies, de noces et festins !

Noël, le Jour de l'An, les Rois, ramènent dans toutes les familles une l'image de l'abondance et d'un bien-être qui, trop souvent, n'est que passager. Amusez-vous, faites les fous, comme dit une vieille chanson, la vie est courte et les jours rayonnants et joyeux sont rares dans l'existence !

Quant à ceux dont le métier est de ne rien faire et qui mènent la vie à grandes guides, ils éprouvent un besoin violent d'augmenter encore les jouissances ordinaires et, en de savantes orgies, ou le champagne coule à flots, où les belles petites, la poitrine nue, tiennent tête à leurs riches et prodigues partenaires, toutes les ivresses se donnent de vertigineux rendez-vous et les scènes du Bas-Empire se trouvent renouvelées et amplifiées par les beaux fils de nos bourgeois enrichis.

Voyez, les cabinets de nuit sont éclairés « à giorno », l'électricité prête son étincelante magie aux soupers fins et aux desserts bruyants et, sous les feux brillants des lampes roses ou vertes que l'incandescence fait rayonner, les toilettes écourtées, aux couleurs changeantes, paraissent autant de fleurs pénétrantes, qui transportent les adorateurs blasés en des paradis inconnus, où s'émacie leur jeunesse depuis longtemps déjà insensible aux plaisirs simples et naïfs !

Quel beau et luxuriant chômage pour ces fils de famille, dont les pères ont amassé des millions, ont thésaurisé sur les journées de leurs ouvriers et bâti des fortunes sur une exploitation habilement combinée d'une nuée de meurts-de-faim, dont les filles, dispersées par tous les vents de la misère, aident aujourd'hui, en folies échevelées, à grignotter les millions, arrachés à la sueur de leurs pères.

Car ainsi va ce beau monde, cette société modèle — que les conservateurs déclarent sacrée, — que la prostitution, née de l'exploitation féroce des prolétaires, contribue, pour la meilleure part, à la dissémination de ces richesses dues au travail, mais escamotées par une minorité éhontée et rapace qui ne recule devant rien pour posséder et jouir !

C'est à ce merveilleux résultat qu'aboutit cette âpre bourgeoisie capitaliste, pressurant les travailleurs, les maintenant dans une profonde et irrémédiable misère, quitte à faire, des filles dans l'indigence, les houris des paradis artificiels où s'engouffrent les plus assidus et les réputations les plus solides.

Et même, de nos jours, les fils ne sont plus les souls instruments de ces dilapidations : je sais de riches industriels, de grands négociants qui, dans leur province, paraissent d'impeccables pères de familles, travaillant comme quatre, donnant le bon exemple en assistant aux offices et communiant quatre fois l'an, avec leurs femmes et leurs enfants, et qui possèdent, à Paris, dans quelque hôtel soigneusement dissimulé aux proches, toute une garde-robe de fête, afin de pouvoir, sous prétexte d'affaires à traiter, endosser un habit à la boutonnière fleurie, pour aller aux bals de l'Opéra ou souper, en joyeuse compagnie, dans les cabarets où la haute cocotterie tient ses assises de nuit et jette ses filets sur ces gogos gavés de capitaux arrachés sou à sou au travail ouvrier.

Ah ! comme ils oublient alors où l'usine ou le comptoir ! C'est leur chômage, à eux, chômage agrémenté d'hétaires platrées, fardées et les saouleries au champagne !

Chômage d'une société en décadence, qui ne se sent plus vivre qu'à la condition de s'énivrer de jouissances abrutissantes et de joies frelatées qui ne laissent, après elles, que du dégoût... et l'envie folle et lancinante de revenir, au plus vite, recommencer l'orgie momentanément abandonnée pour aller puiser, dans le travail... des autres, les bénéfices monstrueux qui perpétuent ces abrutissantes voluptés !

Et la neige couvre les champs et les rues !

Une âpre bise souffle aux carrefours et pénètre dans les mansardes sans pain et sans feu !

Là des êtres tremblent, souffrent et crèvent !

Eux aussi connaissent le chômage, qu'il résulte d'une grève ou d'un arrêt momentané du travail !

Le foyer est éteint faute d'aliment et les estomacs vides font douloureusement sentir leurs horribles contractions !

C'est le terme : pas le sou pour payer l'implacable propriétaire !

C'est le réveillon : le garde-manger est creux !

C'est le jour de l'an : comment donner aux enfants le bonheur d'un jouet alors qu'on n'a pas même de pain à leur donner !

Ce sont les Rois ? Hélas ! Les fèves sont absentes de la glaciale maison !

Eux, dont le travail acharné a produit la richesse, a accumulé les instruments de jouissance, n'ont plus qu'un atroce refuge, inévitable : le suicide !

Et voilà pourquoi, à Paris, au sein de la ville des plaisirs, chaque hiver fournit son macabre contingent de familles désespérées qui cherchent, dans la mort voulue, l'épouvantable remède aux maux implacables que le capitalisme, triomphant et noceur, accumule sur leurs têtes.

Le chômage ! Demandez aux ouvriers des refuges de nuit, questionnez les verriers de Carmaux et les tisserands d'Halluin, ils vous diront quelles souffrances il leur fait endurer, à quelles extrémités il les réduits !

Et les femmes, et les enfants, êtres débiles et anémiés, sont là, sous l'œil terne et désespéré du père de famille impuissant à faire cesser les souffrances de ceux qu'il aime et qu'il voit dépérir sans qu'il puisse entrevoir d'issue à son horrible situation !

Et comme le mal grandit, s'étend, fait la tâche d'huile, sur un prolétariat devenant chaque jour plus nombreux et plus exploité !

Et l'on trouve étonnant que les misérables se rapprochent, s'entendent, associent leurs douleurs dans une vaste revendication ?

La Charité faiblit, impuissante : place au socialisme rédempteur !

On est sans pain, sans feu, sans hardes
Le travail manque à la maison ;
Le froid pénètre les mansardes ;
Quelle épouvantable saison !

C'est un temps d'horrible chômage ;
— Et qui sait quand il finira ! —
L'enfant se lamente, il fait rage,
La femme, malade, en mourra !

Plus que dix sous ! Ah ! comment faire
Un peu de charbon fait l'affaire ;
La mort liquide la douleur !

— En soupers fins, en basse orgie,
Parasite passe la vie
Sans te soucier du malheur !

Emile MOREAU.

UN OFFICIER INDIGNE

(D'un correspondant)

Perpignan, 6 janvier.

Il y a quelques jours, nous avons annoncé qu'à la prison militaire de Perpignan avait été écroué un officier d'administration de première classe, débarqué à Port-Vendres par l'affrété *Amérique* venant de Madagascar.

Cet officier était attaché à l'hôpital de Suberbieville ; on l'accusait de vols et de détournements commis dans son service au préjudice des soldats.

L'officier contre lequel furent formulées ces graves accusations est M. Martel.

Au moment où fut décidée l'expédition de Madagascar, il demanda à faire la campagne.

Ses notes étaient excellentes ; il fut choisi et affecté à l'hôpital n° 3, à Suberbieville.

Seul avec son chef, M. Bailly, il assura le bon fonctionnement de cet hôpital, qui, dès le début de la campagne, abrita plus de six cents malades.

M. Martel était spécialement chargé de surveiller le service intérieur, de tenir, par conséquent, le registre d'entrée et de sortie, et enregistrer les décès : ce qui n'était certes pas certes une sinecure.

En raison même de ces fonctions, M. Martel recevait des malades entrant à l'hôpital le dépôt des sommes d'argent ou les bijoux en leur possession, dont il délivrait reçu. En outre, lorsqu'un décès se produisait, il faisait vérifier lui-même, en la présence des infirmiers, si le défunt n'avait conservé sur lui quelque somme d'argent ou objet de valeur qu'il fallait conserver pour la famille.

M. Martel s'acquittait de son mieux de la pénible mission qui lui était confiée, lorsque tout à coup, le 14 novembre dernier, le chef du service de santé à Suberbieville reçut une lettre anonyme portant les graves accusations que l'on connaît contre cet officier d'administration.

Un rapport fut adressé à l'autorité supérieure qui ordonna une enquête dont furent chargés le chef de l'inculpé, M. Bailly, et le médecin en chef de l'hôpital n° 3.

Scrupuleusement, ceux-ci s'acquittèrent de leur mission.

Tous les malades en traitement à l'hôpital furent interrogés. Ceux qui, à leur entrée, avaient laissé des sommes d'argent entre les mains de M. Martel, déclarèrent que ce dernier leur avait délivré un reçu équivalent. De plus, les infirmiers qui, suivant les prescriptions du règlement, avaient fouillé les cadavres des hommes décédés à l'hôpital pour s'assurer qu'ils ne conservaient pas d'argent sur eux, déclarèrent aussi que l'officier avait donné des reçus pour les sommes trouvées.

Rien de suspect ne fut donc découvert de ce côté.

Restait la comptabilité : or, la cantine qui servait de caisse contenait un franc de plus qu'elle n'aurait dû renfermer d'après les livres.

L'accusation de détournements tombait donc d'elle-même.

Les enquêteurs reconnurent pourtant que les sommes portées sur les reçus délivrés aux hommes et celles inscrites sur les souches correspondantes ne concordaient pas dans une dizaine de cas.

Les chiffres étaient tantôt plus forts et tantôt plus faibles. Bien que cette transposition ne fût point de nature à porter atteinte à la probité de l'officier, les enquêteurs la signalèrent comme un grave manquement au devoir professionnel.

Voilà, en somme, à quoi se réduirait toute cette affaire.

Néanmoins, l'autorité militaire a cru devoir sévir rigoureusement contre un officier coupable de négligence dans un service de confiance : M. Martel a été puni d'emprisonnement en attendant que le ministre ait examiné son cas.

N'OUBLIONS PAS !

Une solennité militaire a eu lieu aux Invalides pour la remise du drapeau du 200e régiment, au conservateur du musée d'artillerie.

Cela ne fera pas oublier que le 200e, parti de France à l'effectif de 2,500 hommes, a reçu 500 soldats de renfort pendant la campagne, que cruellement décimé par les fièvres, la dysenterie et toutes les épidémies qui suivent les armées, ce régiment a été réduit au bout de peu de mois à un seul bataillon qui fit partie de la colonne de Tananarive.

L'on affirmait encore hier l'exactitude de ces chiffres — que sur 3,000 soldats, 500 seulement valides ont pu rejoindre la France.

Les autres sont morts ou sont aujourd'hui soignés dans les sanatoria et les hôpitaux.

Invalides, peut-être pour la vie, eux aussi.

PETITE CHRONIQUE

LA FÉE ÉLECTRICITÉ

Avez-vous connaissance de la fantaisie de Villiers de l'Isle-Adam, l'*Ève future*, où nous voyons un excellent jeune homme s'éprendre d'amour pour une femme qui n'est autre chose qu'une création de ce magicien qui a nom Edison, secondé dans son œuvre par la fée qui a nom Electricité ? Edison n'a pas encore créé l'Ève future, mais au train dont il va, on peut juger que les temps sont proches où il remplacera la triste humanité par une humanité toute neuve qui, n'ayant plus nos muscles usés et nos nerfs exaspérés, sera exempte d'une foule d'affections et de servitudes qui n'ont rien d'agréable.

En attendant qu'il nous refuse une humanité vierge, Edison, est, paraît-il, en possession des moyens propres à exterminer l'humanité actuelle. John Bull et Jonathan se sont regardés en chiens de faïence. Aussitôt on voit paraître Edison. Cet alchimiste moderne veut mettre au service de son pays des appareils terribles dont le moindre peut, dans l'espace d'une seconde, ce qui n'est pas beaucoup, réduire une armée en poussière et mettre le feu aux quatre coins du pays. C'est d'abord une machine pouvant projeter à une grande distance de l'eau chargée d'électricité ; une autre, des chaînes électriques pouvant être lancée contre des troupes en marche ; ensuite, encore des câbles qui, tendus autour d'une ville assiégée, frapperaient de mort quiconque les toucherait ; puis, des canons chargés à dynamite et d'une portée de trente-huit kilomètres. J'en passe. Qui donc pourra vaincre Jonathan appuyé sur Edison, ce Jupiter porte-foudre ? Personne, évidemment, et la doctrine de Monroe est désormais intangible.

Je suis trop petit clerc pour essayer de discuter les dernières invention d'Edison. Je ne saurais toutefois oublier que l'Amérique est la terre classique des fantaisies les plus extraordinaires et peut-être Edison a-t-il exagéré à plaisir. Il n'est pas douteux, en effet, que, si Alphonse Daudet n'avait pas donné Tartarin à Tarascon, il eût pu le donner à l'Amérique. Vous me direz qu'il aurait pu tout aussi bien en faire cadeau à l'Angleterre. J'en conviens : mais avouez avec moi que, lorsque l'on blague les Marseillais, c'est qu'on n'a pas de Yankee sous la main.

Et pour en revenir aux inventions d'Edison, laissez-moi vous dire qu'elles sont, dans mon esprit, assez voisines de celles que l'humoriste Alphonse Allais prête parfois à l'excellent captain Cap. C'est égal ! Bayard et Duguesclin seraient fort étonnés s'ils pouvaient connaître notre conception moderne de la guerre. Il était donné au dix-neuvième siècle de remplacer les arsenaux par des usines électriques et les capitaines par des chefs lampistes. On ne commande plus à des compagnies d'hommes, mais à un certain nombre de volts. Edison devrait bien à présent examiner le point de savoir si le temps n'est pas venu de créer le soldat moderne sur les plans fournis par Villiers de l'Isle-Adam pour l'Ève future.

JEAN DES VIGNES.

A L'ÉTRANGER

DANS LES POLDERS

LETTRE DE BELGIQUE

Bruxelles, 6 janvier.

Quelque part, là-bas, au littoral de la West-Flandre.

Les villas, désertes comme des maisons de morts, hivernent, calfeutrées dans leur armature de planches. Sur la digue, trop large, les dernières tempêtes ont amoncelé des tas de sable, couverts de neige et de verglas. Dans le chenal, aux eaux dormantes, sillées seulement, deux fois la semaine, par un bateau charbonnier, pullule tout un peuple de moulettes et de macreuses.

Tout ce pays, — jusqu'au vieux phare, témoin des prospérités médiévales, — ces dunes, pleines de lapins, ces terres arabes, un peu dures au travail, mais riches de l'argile féconde des polders, ces grandes villas et ces maisons basses, semées dans la plaine, en un mot, les territoires d'une commune, toute entière, et d'une autre, pour les trois quarts, appartiennent à un seul homme.

Ses fermiers, l'entrevoient pendant deux mois de l'année, loquetcux à plaisir, pour chassant avec des allures de faune malentenu, quelque jolie actrice, ou se faisant véhiculer, les jambes pendantes, sur une espèce de charrette à fumier.

Le reste du temps, il est à Bruxelles, promenant, dans les coulisses des théâtres, l'anxiété douloureuse de l'homme qui cherche des amis et ne trouve que des parasites, et, pour l'administration de ces propriétés, il délègue ses pouvoirs à quelque intendant, à des garde-chasse, à des *contre-maîtres*, toujours plus durs que le maître lui-même.

Jusqu'en octobre dernier, notre propriétaire était, en même temps, bourgmestre de *sa* commune et l'on se figure ce que devaient être les séances du Conseil, dont le président ne savait pas un mot de flamand, tandis que les membres ne savent guère plus de français.

Aujourd'hui, c'est un homme de paille qui le remplace, mais, dans le fond, rien n'est changé. Richesse donne pouvoir ; le maître et seigneur de la terre dicte naturellement toutes ses volontés à son conseil de locataires.

En somme, c'est purement et simplement, la *communauté féodale* conservée dans un coin de la Belgique moderne.

La propriété civile et la propriété politique, le domaine public et le domaine privé se confondent pour ainsi dire. Le maître de la terre supporte toutes les charges et perçoit tous les bénéfices du domaine. Ses fermiers lui paient des redevances, sous forme de fermages, mais il pourvoit à tous les besoins de la communauté. C'est lui qui paie leurs centimes additionnels.

Il a bâti une église, créé des écoles, tracé des chemins dans la dune, fait des plantations sur le bord de la mer.

Son église est ouverte à tous les cultes, mais jusqu'à présent, les catholiques seuls en profitent. A plusieurs reprises d'ailleurs des difficultés se sont produites entre le curé et le seigneur. Ce dernier, qui est un vieux doctrinaire de souche tournaisienne, s'avisa même un jour, pour bien affirmer les prérogatives du pouvoir civil, de fermer la porte de l'église au nez de son chapelain, qui dut se morfondre pendant plusieurs semaines.

Quant aux écoles — le Palais de l'Enfance — elles sont, c'est justice de le reconnaître, — fort bien organisées et aménagées. L'instruction est obligatoire ; tous les fermiers, sous peine de ne pas voir renouveler leur bail, sont tenus d'y envoyer leurs enfants. Beaucoup d'entre eux aimeraient mieux les envoyer à l'école catholique, ouverte à quelque distance de là, sur le territoire d'une autre commune, mais la liberté de conscience est un luxe que les pauvres ne peuvent pas s'accorder.

On voit d'ici ce que peut être la domination d'un étranger, fantasque, bizarre, autoritaire, entouré de gens qui valent beaucoup moins que lui, sur des paysans qui n'ont pas la solidarité des ouvriers industriels et qui doivent obéir aveuglement, sous la menace d'être chassés à la fin du bail.

Ce n'est pas, je me hâte de le dire, que leur despote soit plus méchant et plus dur que bien d'autres. Le contraire est plutôt vrai : Les fermages ne sont pas excessifs ; les réductions sont fréquentes, quand la récolte est mauvaise. On me racontait même que l'an dernier, un pauvre diable, en retard de plusieurs mois se présente pour payer son fermage.

Le maître, de l'accueillir, en roulant des yeux féroces.

— Vous avez été malade ?

— Oui monsieur.

— Votre femme, aussi, et vos enfants ?

— Hélas !

— Et vous venez me payer, dans ces conditions, grand imbécile ? Allez, reprenez votre argent et f..... moi le camp, plus vite que cela, ou je vous chasse à coups de pied !

Notre paysan court encore.

Je pourrais citer bien d'autres traits du même genre, qui prouvent, qu'au fond, notre homme est assez bon diable.

Néanmoins, par une sorte de conscience vague de l'injustice du prélèvement que cet oisif exerce sur eux, au profit de la nuée de parasites qui l'exploitent lui-même, les paysans le détestent, autant qu'ils le craignent.

Et, en attendant que, devenus socialistes, ils s'en prennent au droit de propriété, plutôt qu'à la propriété même, ces terriens, anarchistes de fait, exercent des reprises individuelles, en braconnant à qui mieux mieux. La plupart d'entre eux ont patiemment dressé des chats, qui fournissent à la famille les lapins nécessaires pour compléter son alimentation, et, comme partout d'ailleurs à la campagne